



Forum : Forum Citoyen du climat

Sujet : Comment s'adapter et réduire le changement climatique ?

Membres de l'état-major : Barbara Jhek Kudryk & Rebecca Khlebnikov

Position : Présidentes

2025

Introduction

Cette année s'annonce, selon toutes les prévisions, comme la plus chaude de l'histoire. Bien que l'hiver passé fut glacial, l'humanité est confrontée à l'enjeu le plus important de son histoire : la Terre se réchauffe.

Les gaz à effet de serre piègent la chaleur, augmentant les températures moyennes et perturbant les équilibres climatiques, avec des conséquences visibles : vagues de chaleur, sécheresses, tempêtes, cyclones et catastrophes accrues. Toutes les zones climatiques et tous les pays sont impactés.

Et pourtant, face à ces menaces, les réponses apportées par nos dirigeants à la question écologique peuvent laisser à désirer.

Certains vont même jusqu'à remettre en cause l'existence même du changement climatique alors que les scientifiques font consensus absolu et que, de Bruxelles à Buenos Aires, les populations comme les milieux « naturels » en subissent déjà les conséquences.

La coopération internationale s'essouffle : même la COP, plus haute instance sur le climat, perd du terrain. Certains pays du Sud Global, désillusionnés, préfèrent boycotter ces discussions.

Mais pourquoi l'urgence environnementale est-elle toujours négligée ?

Sommaire :

1. Définitions et termes clefs
2. Quel bilan ?
3. Rôle du Forum Citoyen
 - I. Mieux se nourrir
 - II. Mieux consommer
 - III. Mieux produire
 - IV. Mieux se déplacer
 - V. Mieux gérer les Catastrophes Climatiques
4. Sitographie

1.Définitions et termes clefs

Effet de serre : Phénomène naturel qui permet à la Terre de conserver une température (15° de moyenne) compatible avec la vie, sous toutes ses formes. Se produit lorsque certains gaz (vapeur d'eau, dioxyde de carbone, méthane, protoxyde d'azote, ozone troposphérique) retiennent une partie de la chaleur du soleil dans l'atmosphère. Les activités humaines (transport, agriculture, production d'énergie, déforestation et gestion des déchets) produisent l'essentiel de ces gaz, renforçant l'effet de serre et provoquant le réchauffement climatique.

Consommation excessive de ressources naturelles : Niveau de consommation au-dessus de celui des besoins normaux ou d'une consommation moyenne. La surconsommation est un facteur de surexploitation de ressources naturelles, non renouvelables ou se renouvelant sur le long terme.

Catastrophes naturelles : Une catastrophe naturelle est un événement qui, par l'ampleur et le coût des dégâts causés par les seules forces de la nature, revêt un caractère catastrophique. Tous les pays n'ont pas la même capacité à gérer ces catastrophes. Les pays des Suds (pays pauvres) sont les plus vulnérables car les gouvernements n'ont pas suffisamment de moyens pour prévenir ces catastrophes et en gérer les conséquences. Les populations n'ont pas les moyens de payer des assurances privées qui pourraient les dédommager.

Culture de rente : Culture agricole destinée principalement à être vendue sur les marchés (souvent internationaux) plutôt qu'à nourrir localement la population. Ces cultures sont des monocultures appauvrissant les sols, nécessitant beaucoup d'eau et de produits chimiques et accélérant la déforestation, notamment dans les pays des Suds.

COP : Les COP, l'acronyme de « Conference of Parties », sont des sommets internationaux qui réunissent chaque année les pays signataires de la Convention des Nations Unies pour lutter contre le changement climatique. La première COP a été organisée en 1995. La COP est l'organe décisionnel suprême de la CCNUCC. Les COP sont de plus en plus critiquées pour leur inefficacité rapportée au coût de leur organisation, y compris le coût écologique induit par le transport de milliers de participants. La COP 30 se réunira à Belém (Brésil) du 10 au 21 novembre 2025.

GIEC : Le Groupe d'Experts International sur l'Evolution du Climat est un organisme international créé en 1988 par l'ONU. Il réunit des centaines de scientifiques pour analyser les causes, les effets et les solutions du changement climatique. Ses rapports annuels servent de base aux décisions politiques mondiales sur le climat.

IEA : L'International Energy Agency est une organisation mondiale qui conseille les pays sur leurs politiques énergétiques. Elle fournit des données et des analyses sur la production d'énergie, les énergies renouvelables, les émissions de CO₂ et la transition énergétique.

Economie circulaire : Modèle de production et de consommation qui limite le gaspillage. On fabrique des objets pour qu'ils durent plus longtemps, on les répare, on les recycle.

Greenwashing : Une technique marketing véhiculant une image écoresponsable d'une entreprise alors que les actions concrètes ne correspondent pas aux engagements ou ont un impact environnemental très limité. Aussi considéré comme une communication abusive voire mensongère car l'organisation utilise à mauvais escient l'argument écologique.

2. Quel bilan ?

Le changement climatique s'intensifie. En 2023, les émissions mondiales de gaz à effet de serre ont atteint 57 milliards de tonnes de CO₂. Selon le dernier rapport du GIEC, la concentration de CO₂ dans l'air dépasse maintenant 422 ppm, un niveau jamais atteint depuis 2 millions d'années. Si rien ne change, la planète pourrait se réchauffer entre +2,7 °C et +3,1 °C d'ici 2100 (par rapport au niveau préindustriel), bien au-dessus de l'objectif de l'Accord de Paris qui vise à limiter la hausse à 1,5 °C.

En 2015, l'Assemblée Générale des Nations-Unies a adopté les Objectifs de Développement Durable (ODD) qui devraient être réalisés d'ici 2030. Sur les 17 objectifs, cinq d'entre eux visent directement des actions contre le changement climatique :

- Objectif 7 : Energie propre et abordable
- Objectif 9 : Industrie, innovation et infrastructure
- Objectif 11 : Villes et communautés durables
- Objectif 12 : Consommation et production responsables
- **Objectif 13 : Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques**

La COP 21, réunit en 2015 à Paris, fut avant tout une réussite diplomatique majeure qui a permis de rassembler près de 196 parties autour d'un objectif commun inédit : limiter le réchauffement planétaire en dessous de 2 °C (voire idéalement à 1,5 °C) par rapport aux niveaux préindustriels. En signant l'Accord de Paris, les nations ont posé les fondations d'une gouvernance climatique mondiale en établissant des contributions nationales révisables tous les cinq ans et en amorçant la mise en place de mécanismes de financement pour accompagner les pays en développement dans leur transition énergétique et leur adaptation aux impacts du dérèglement climatique (Fonds Vert pour le climat). La dynamique dite de « *bottom-up* » (« du bas vers le haut ») instaurée par la COP21 a été cruciale parce qu'elle a favorisé l'inclusion de tous les pays, permettant une adaptation progressive aux défis complexes du changement climatique. Plutôt que d'imposer des moyens de réduction des émissions à l'échelle globale (comme dans une approche « *top-down* »), chaque pays élabore et présente ses propres engagements nationaux adaptés à ses réalités économiques, sociales et environnementales. Autrement dit, chaque État décide de la part de réduction qu'il peut raisonnablement atteindre et s'engage à la réviser régulièrement (tous les cinq ans, par exemple) en fonction de ses progrès et des avancées scientifiques. En laissant chaque nation décider de ses propres objectifs, on favorise un sentiment de responsabilité et d'appropriation des mesures de lutte contre le changement climatique, ce qui augmente l'engagement politique et public.

Malgré ces efforts, les émissions continuent d'augmenter. Depuis 2015, la plupart des COP se terminent sans accord clair. Les intérêts divergents des pays, notamment entre pays du Nord et du Sud, freinent les négociations. Le financement climatique de 100 milliards de dollars par an, négocié à la COP 19 à Copenhague, en 2009, n'est toujours pas réalisé.

Lors de cette conférence, les pays développés ont promis de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 pour aider les pays en développement à :

- S'adapter aux effets du changement climatique (ex. : gestion des catastrophes, élévation du niveau de la mer, sécheresses, etc.),
- Réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (ex. : transition énergétique, protection des forêts, etc.).

Ce financement devait venir de sources publiques et privées, sous forme de dons, prêts, garanties, ou autres mécanismes financiers, et devait transiter en partie par le Fonds vert pour le climat (Green Climate Fund).

Enfin, les COP coûtent aussi très cher, financièrement et pour la planète. En 2023, la COP 28 a réuni, à Dubaï, plus de 80 000 participants, ce qui a généré beaucoup de CO₂ à cause des déplacements, de la logistique et des infrastructures temporaires. Ce décalage entre les avancées pour lutter contre le changement climatique et la pollution causée par ces réunions est de plus en plus remis en cause.

3. Rôle du Forum Citoyen

Face à l'échec des organisations internationales, quel peut être le rôle des citoyens dans la lutte contre le changement climatique et la mise en œuvre de solutions durables, socialement équitables et économiquement viables tout en préservant l'environnement ?

Les citoyens sont représentés au sein des COP par les chefs de gouvernement et des ONG mais ne peuvent faire entendre directement leurs voix. La convention citoyenne sur le climat menée en France a montré que les citoyens pouvaient être force de propositions.

L'exemple de la Convention Citoyenne pour le Climat en France montre que, lorsqu'on donne aux citoyens les moyens de s'informer, de débattre et de proposer, ils sont capables de suggérer des solutions ambitieuses et réalistes. Pendant 7 sessions étalées sur plusieurs mois, 150 citoyens ont travaillé à côté de certains experts pour réfléchir à des propositions concrètes. Ils ont réussi à en faire 149. Toutefois, le manque d'engagement du gouvernement à les appliquer pleinement a révélé les limites du processus.

Nous vous invitons, vous les citoyens du monde, à vous mobiliser pour notre futur à tous. Les citoyens sont les mieux placés pour parler de leur réalité au quotidien. Vous êtes la voix du changement, celle qui peut proposer des solutions, en débattre et trouver des consensus capables d'orienter vos gouvernements. Le forum citoyen est là pour vous donner la parole, partager vos idées et aider la planète, en fonction de vos préoccupations, liées à votre pays/région d'origine, votre âge, votre métier...

Nous vous proposons de réfléchir à des solutions concrètes, réalistes et budgétisées sur les thèmes suivants :

- I. Mieux se nourrir
- II. Mieux consommer
- III. Mieux produire
- IV. Mieux se déplacer
- V. Mieux gérer les catastrophes climatiques

I. Mieux se nourrir

L'agriculture industrielle s'impose aujourd'hui comme l'un des principaux facteurs du changement climatique. L'alimentation représente un quart des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, surtout à cause de l'élevage intensif et les cultures de rente. Elles provoquent une destruction massive des écosystèmes, la pollution des sols, et l'épuisement des ressources en eau. Cette manière de produire, qui vise à nourrir une population mondiale croissante, est souvent soutenu par des politiques économiques qui privilégient la rentabilité à court terme, au détriment de l'environnement.

L'exemple de l'Argentine, troisième producteur mondial de soja, illustre bien ceci. Depuis les années 90, la culture du soja a été largement encouragée comme pilier de l'économie nationale. Le soja argentin, qui est la plupart du temps génétiquement modifié, est massivement exporté vers la Chine et l'Europe pour nourrir le bétail. Cependant, cette culture est très polluante : monoculture intensive, usage massif d'engrais azotés et de pesticides comme le glyphosate, et déforestation. Selon Greenpeace, plus de 2,8 millions d'hectares de forêts ont été détruits en Argentine entre 2000 et 2020, en grande partie pour laisser place à des champs de soja.

Le gouvernement argentin justifie cette expansion agricole par le besoin de relancer la croissance économique. En 2018, l'État a même réduit les taxes d'exportation sur le soja pour augmenter les profits des grandes entreprises agroalimentaires. Cette décision a été critiquée par les écologistes et les organisations locales, notamment les communautés autochtones, qui ont vu leurs terres vendues ou littéralement confisquées.

De plus, l'Asie fait face aux mêmes problèmes. La riziculture est une autre source majeure d'émissions de gaz à effet de serre. Les rizières inondées créent des conditions anaérobies qui favorisent la production de méthane, un gaz à effet de serre environ 28 fois plus puissant que le CO₂. On estime que la riziculture en Asie contribue à environ 12 % des émissions mondiales humaines de méthane. De même, ces problèmes reviennent en Indonésie qui est le premier producteur d'huile de palme. La demande croissante mondiale pousse leur État à déforester, ce qui contribue énormément aux émissions de GES. Tant que les systèmes agricoles continueront à privilégier la productivité, les efforts pour limiter le réchauffement climatique risquent de rester insuffisants.

La déforestation est l'un des défis environnementaux les plus urgents du XXI^e siècle, ayant des conséquences sur la biodiversité et les communautés locales. Alimentée par la consommation excessive de ressources naturelles, elle est particulièrement alarmante en Amazonie, souvent qualifiée de "poumon de la Terre". Sous le gouvernement de Jair Bolsonaro, la déforestation s'est amplifiée.

Jair Bolsonaro, figure de l'extrême droite brésilienne, est devenu président du Brésil en promettant de stimuler l'économie du pays en favorisant l'exploitation des ressources naturelles, notamment l'agriculture et l'exploitation minière. Il a souvent minimisé les enjeux environnementaux, disant que les préoccupations écologiques étaient un frein à la croissance économique. Dès son arrivée au pouvoir, Bolsonaro a adopté une politique plus permissive vis-à-vis de l'exploitation des forêts, en particulier en Amazonie. Sous son mandat, la déforestation a connu une hausse spectaculaire. En 2019, l'INPE (Institut national de recherches spatiales) a enregistré une augmentation de 34 % de la déforestation par rapport à l'année précédente. Cette tendance a continué en 2020 et 2021, avec une perte de plus de 10 000 km² de forêt amazonienne, un des pires chiffres depuis plus de 12 ans. Une des décisions clés de Bolsonaro qui a favorisé cette tendance a été de réduire les budgets et les pouvoirs de l'IBAMA (Institut brésilien de l'environnement et des ressources renouvelables) et de la FUNAI (la Fondation nationale de l'indien), des organismes responsables de la protection des forêts et des droits des peuples autochtones. Bolsonaro a aussi signé le décret n° 9.759 en mai 2019, qui a diminué l'indépendance de l'IBAMA en lui retirant la supervision directe des actions liées à l'environnement. Cette décision était une tentative de permettre davantage de libéralisation des secteurs agricoles et miniers, qui sont de puissants moteurs économiques au Brésil. Des exemples concrets montrent bien l'impact de ces politiques : les incendies de 2019, ont été en grande partie alimentés par des pratiques agricoles illégales, telles que l'incendie de parcelles de forêt pour faire place à des terres agricoles.

Cette dynamique montre un déséquilibre entre les priorités économiques et la protection de l'environnement : la promotion de l'agriculture et de l'exploitation minière, qui sont considérées comme des moteurs de croissance économique, entre souvent en conflit avec la nécessité de préserver l'Amazonie. Quels seront les effets de la politique du nouveau président Lula, revenu au pouvoir depuis janvier 2023 ? En effet, il s'est engagé à une meilleure gestion de la forêt amazonienne. Cela nécessite de renforcer les services de police pour lutter contre les différentes activités criminelles déjà implantées dans la forêt : le bûcheronnage, la chasse, l'exploitation minière, la pêche illégale, ou encore les activités des narcotrafiquants.

II. Mieux consommer

En novembre 2022, l'Égypte a accueilli la 27^e Conférence des Parties (COP27) à Sharm el-Sheikh, un événement majeur ayant pour but de mobiliser la communauté internationale autour de la lutte contre le changement climatique. Donc, naturellement, cela fut une surprise lors de la découverte des sponsors de cette COP autant attendue. L'un d'entre eux fut Coca Cola. Élu plus grand pollueur plastique au monde notamment par Break Free

From Plastic, produisant environ 3,43 millions de tonnes de plastique chaque année. L'entreprise a ainsi pu s'associer à un sommet censé promouvoir la durabilité et la réduction des déchets.

Le Bangladesh est le deuxième plus grand exportateur mondial de vêtements. Des marques comme H&M, Zara et Primark y font fabriquer des millions de pièces chaque année. Les usines textiles déversent quotidiennement environ 12 000 m³ d'eaux usées non traitées dans les rivières de Dhaka, dont le fleuve Buriganga. Pourtant, le gouvernement bangladais, sous pression économique, tolère cette situation pour maintenir les contrats avec les multinationales.

Les entreprises comme Coca-Cola ou les géants de la fast fashion, en s'associant aux conférences climatiques comme la COP, pratiquent le greenwashing : elles affichent des engagements écologiques ou sponsorisent des événements climatiques pour redorer leur image, tout en poursuivant des activités extrêmement polluantes. Le contraste entre leurs discours publics et leurs pratiques réelles montre comment le capitalisme vert est souvent une façade qui ne dérange pas plus le consommateur moyen. Ces exemples reflètent bien notre société consummatrice fondée sur un modèle linéaire : produire, consommer, jeter. Ce modèle repose sur une logique de surconsommation à bas coût, engendrant des conséquences fatales, invisibles pour les consommateurs finaux, mais bien réelles pour les populations locales. La passivité du pouvoir renforce cette logique. Les États, au lieu de réguler ces industries, préfèrent maintenir des intérêts économiques à court terme, et déplace la responsabilité vers les individus au lieu de remettre en cause les stratégies industrielles et les complicités politiques. Encore une fois, il existe un déséquilibre entre les priorités économiques et l'urgence environnementale. Mieux consommer est donc réguler ses consommations à petite échelle, mais aussi se rendre compte des stratégies de marketing des géants industriels et prendre en main notre économie. Nous vous invitons à réfléchir sur des moyens concrets et abordables de mettre en œuvre une économie circulaire.

III. Mieux produire

Aujourd'hui, notre manière de produire a un impact majeur sur le climat. L'extraction de matières premières ne cesse d'augmenter, alors que notre planète dépasse ses limites écologiques. En 2023, le PNUD affirme que seulement 7,2 % des matériaux utilisés dans nos économies sont réutilisés ou recyclés, contre 9,1 % en 2018. Cela signifie que plus de 92 % de ce que nous consommons finit en déchets. Cette tendance est une des causes principales des crises climatiques, de la pollution et de la perte de biodiversité.

C'est pourquoi l'économie circulaire représente une solution essentielle : elle vise à limiter les déchets dès la conception des produits, à prolonger leur durée de vie, à recycler les matériaux, et à produire moins tout en produisant mieux. Par exemple, dans le secteur du bâtiment, on peut réduire l'usage de matériaux neufs en réemployant des briques, du bois ou du métal déjà extraits.

À l'échelle mondiale, les pays riches comme les États-Unis, le Japon ou les pays européens, qui représentent seulement 16 % de la population mondiale, consomment 31 % des ressources et émettent 43 % des GES. Leur responsabilité est claire : réduire le gaspillage et prolonger la durée de vie des objets.

Une autre dimension clé de la production durable, c'est l'énergie propre. Aujourd'hui, 80 % de l'énergie dans le monde provient encore des énergies fossiles. Pourtant, les énergies renouvelables sont devenues plus compétitives, par exemple l'énergie solaire est très peu coûteuse. Selon le PNUD, produire une énergie propre, locale, et accessible à tous permettrait de réduire jusqu'à 40 % des émissions mondiales d'ici 2050.

Mieux produire, c'est donc à la fois repenser nos ressources, nos matériaux, notre énergie et surtout nos priorités.

IV. Mieux se déplacer

Les transports touchent presque tous les aspects de notre vie quotidienne : aller à l'école, au travail ou transporter des marchandises. Cependant ils sont responsables pour plus de 25% des émissions mondiales de CO₂, tout ça surtout à cause du pétrole. Que ce soient les voitures, camions, avions ou bateaux, les transports sont responsables de la majorité des particules fines qui polluent l'air extérieur.

Le transport n'inclut pas seulement les engins que nous utilisons pour se déplacer mais aussi tous les chemins, routes et aménagements créés pour permettre ces déplacements permanents. Ces infrastructures contribuent fortement à l'artificialisation des sols, la transformation d'espaces naturels ou agricoles en surfaces bétonnées ou asphaltées. Ceci entraîne des conséquences énormes, que ce soit la destruction des habitats naturels ou le ruissellement des eaux de pluie qui peuvent causer des inondations.

Dans les pays du Sud, les villes commencent à se développer rapidement, entraînant donc aussi un développement souvent mal planifié des transports, ce qui aggrave la pollution de l'air. En Inde, par exemple, les émissions de véhicules dans les grandes villes comme New Delhi est une des premières causes de pollution atmosphérique, affectant gravement la santé publique.

Les pays européens font face à d'autres problèmes. Même s'ils disposent de solutions plus propres comme les voitures électriques, pistes cyclables, la voiture individuelle reste le moyen de transport le plus utilisé. Fabriquer des véhicules électriques demande aussi beaucoup d'énergie et de ressources naturelles comme le lithium ou le cobalt. Ceci soulève d'autres enjeux environnementaux.

Les émissions de CO₂ dues à l'aviation sont en constante augmentation depuis 1940. Bien que l'aviation ne représente qu'environ 2 à 3% des émissions mondiales, c'est le secteur qui pollue le plus par passager/kilomètre. L'augmentation du trafic aérien a augmenté la formation de cristaux de glace résultant de la condensation autour des avions volant à haute altitude. Ces traînées retiennent la chaleur de l'atmosphère et amplifient le réchauffement climatique.

Le transport maritime est essentiel au commerce mondiale (90%), néanmoins ce secteur émet aussi beaucoup de GES à cause du fioul lourd utilisé par les cargos. En plus du CO₂, les navires rejettent des polluants comme les oxydes d'azote et de soufre. Ces déchets ont des impacts directs sur la qualité d'air et les écosystèmes marins.

V. Mieux gérer les crises climatiques

Les *catastrophes naturelles*, comme les cyclones, les inondations et les vagues de chaleur, sont des conséquences directes du changement climatique, un phénomène qui devient de plus en plus visible et dévastateur à travers le monde. En 2024, Mayotte, un département français situé dans l'océan Indien, a été frappée par le cyclone Chido, l'un des plus violents à avoir frappé l'île depuis des décennies. Cette catastrophe a révélé l'intensité des *phénomènes climatiques* amplifiés par le changement climatique, tout en mettant en lumière la tension entre les urgences climatiques et les priorités politiques des gouvernements, en particulier sous la présidence d'Emmanuel Macron.

Le cyclone Chido, en décembre 2024, a provoqué des destructions massives. Cependant, au-delà de la catastrophe, la réponse du gouvernement français a été largement critiquée. Si un état de catastrophe naturelle a été rapidement décrété, les moyens et les ressources pour faire face à l'urgence ont été jugés insuffisants. L'île, déjà fragilisée par des infrastructures précaires et une faible préparation aux événements climatiques extrêmes, a souffert d'un manque de soutien immédiat. Ce retard dans la gestion de la crise a révélé la négligence de l'État dans la prévention des risques liés aux catastrophes naturelles, un domaine où l'inaction climatique se fait cruellement sentir. Emmanuel Macron, en visite à Mayotte après le passage du cyclone, a exprimé la solidarité de la France, mais ses discours ont suscité de vives réactions. Lors de cette visite, Macron a déclaré que "sans la France, la situation serait bien pire", une remarque qui a été perçue comme une tentative de minimiser les problèmes spécifiques rencontrés par Mayotte, notamment en matière de protection contre les catastrophes naturelles. En insistant sur le rôle de l'État français, il a omis de reconnaître l'ampleur des défaillances structurelles et préventives qui ont conduit à une gestion défailante de la crise. Ces propos ont souligné la tension entre les discours politiques sur la solidarité nationale et les réelles priorités gouvernementales, qui semblent parfois plus orientées vers des enjeux économiques que vers une véritable gestion du risque climatique. Mayotte, comme de nombreuses autres îles du monde, est un laboratoire des conséquences du réchauffement climatique. Mais la réponse du gouvernement français montre la tension persistante entre les impératifs économiques, tels que la lutte contre l'immigration ou la gestion des finances publiques, et les investissements nécessaires pour protéger les populations et les écosystèmes des impacts du changement climatique. Cette contradiction souligne le défi de concilier la priorité donnée à des enjeux politiques immédiats et la nécessité d'adopter des politiques de long terme pour faire face à une crise environnementale grandissante.

5. Sitographie et Sources

Sites institutionnels

<https://www.undp.org/fr/sustainable-development-goals>

<https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr/>

<https://www.greenclimate.fund/>

Mieux se nourrir :

<https://www.ademe.fr/presse/communique-national/quelle-alimentation-pour-demain/>

<https://shs.cairn.info/revue-geoeconomie-2015-5-page-179?lang=fr>

<https://openknowledge.fao.org/items/65139780-d06c-4b7c-a2cd-3ed4256eaa1c>

<https://www.oxfam.org/fr/decouvrir/domaines/alimentation-climat-et-ressources-naturelles?>

<https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/artificialisation-sols>

Mieux consommer :

<https://thecarbon Almanac.org/>

<https://www.lemonde.fr/climat/>

<https://open.spotify.com/playlist/2VtJFNmhH9wmc9QwSBjN80?si=QXek9v5HRQ2HRibZ1cIlpw>

<https://aprovatotal.com.br/mudancas-climaticas-sociedade-consumo/>

<https://www.youtube.com/watch?v=fHtVjdti6sU>

<https://www.bbc.com/news/topics/cmj34zmwm1zt>

Mieux produire :

<https://climatepromise.undp.org/fr/news-and-stories/what-is-circular-economy-and-how-it-helps-fight-climate-change>

<https://www.circle-economy.com/news/circular-economy-strategies-can-cut-global-emissions-by-39>

<https://www.ellenmacarthurfoundation.org/articles/five-benefits-of-a-circular-economy-for-food>

<https://www.youtube.com/watch?v=5elqnUiYk0A&t=1s>

<https://shs.cairn.info/revue-de-l-ofce-2016-1-page-127?lang=fr>

Se déplacer :

<https://ourworldindata.org/co2-emissions-from-transport>

<https://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/transports-inter-%C3%AEles-ni-avion,-ni-bateau-.html>

<https://ekwateur.fr/blog/enjeux-environnementaux/impact-des-transports-environnement/>

<https://parivahan.gov.in/parivahan/hi>

Gérer les Crises Climatiques :

Arte – Le dessous des cartes pour comprendre les enjeux globaux et environnementaux :

<https://www.youtube.com/playlist?list=PLLSjhsOyo4YBYf4dJi3zg9bLqQe-fPWRS>

<https://www.youtube.com/@LeMondeAfrique-LMA>

<https://ecohugger->

[tw.com/%E6%B0%A3%E5%80%99%E8%AE%8A%E9%81%B7%E6%98%AF%E4%BB%80%E9%BA%BC6%E5%A4%A7%E7%92%B0%E5%A2%83%E6%B0%B8%E7%BA%8C%E7%99%BC%E5%B1%95%E8%A1%8C%E5%8B%95/](https://twitter.com/%E6%B0%A3%E5%80%99%E8%AE%8A%E9%81%B7%E6%98%AF%E4%BB%80%E9%BA%BC6%E5%A4%A7%E7%92%B0%E5%A2%83%E6%B0%B8%E7%BA%8C%E7%99%BC%E5%B1%95%E8%A1%8C%E5%8B%95/)

<https://www.un.org/fr/un75/climate-crisis-race-we-can-win>